

ASS/FG/II/MG

2023-59

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 12 AVRIL 2023**

<b>OBJET : AVANTAGES EN NATURE</b>			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 22	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 6 avril 2023

L'an deux mille vingt-trois le douze avril à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de Jean-Paul PUJOL, Premier adjoint au Maire.

Étaient présents :

M. Jean-Paul PUJOL, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sabrina FITO, Mme Virginie JULIAN, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, M. Freddy NOLOT, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN

Avaient donné mandat :

M. Gérard FORCADA à M. Guy VIVÈS, Mme Christine BÉNET à Mme Valérie FERRET, M. William COMBES à M. Michel MASUYER, M. Jean-Claude LAVAUD à M. Daniel LARRIGOLE, Mme Martine JAFFUS à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Didier JULIAN à M. Dominique JOLIS, M. Freddy NOLOT à Mme Françoise BAROUSSE, Mme Mireille SANTINI à Mme Sylvie DANRÉ, M. Fabrice CASTELEYN à M. Jean-Paul PUJOL

Date de la publication : 14 avril 2023

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Michel MASUYER

RAPPORTEUR : Jean-Paul PUJOL

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20230412-2023-59-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/04/2023

Publication : 14/04/2023

Pour le Maire



Vu l'article L. 2123-18-1-1 du Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la sécurité sociale,  
Vu le Code général des impôts ;  
Vu la loi n° 57-1424 du 31 décembre 1957 ;  
Vu la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 ;  
Vu l'arrêté du 10 décembre 2002 relatif à l'évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale ;  
Vu la circulaire interministérielle DSS/SDFSS 5B n°2003/07 du 07 janvier 2005 ;  
Vu la circulaire ministérielle du 19 août 2005 ;

Les avantages en nature sont traditionnellement définis comme des biens ou des services fournis ou mis à disposition du salarié par l'employeur, soit gratuitement, soit moyennant une participation inférieure à leur valeur réelle, ce qui permet ainsi à l'intéressé de faire l'économie de tout ou partie des frais qu'il aurait dû supporter à titre privé.

Aux termes de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale, les avantages en nature sont des éléments de rémunération qui, à ce titre, sont inclus dans l'assiette des cotisations à la charge des employeurs et des salariés. Le non-respect de cette obligation entraîne des pénalités et des majorations de retard en cas de redressement.

Les avantages en nature sont intégrés dans le revenu imposable. Leur valeur doit être réintroduite sur le bulletin de salaire.

La réglementation de cotisations sociales sur les avantages en nature est totalement indépendante des différentes règles régissant l'octroi de ces avantages dans la fonction publique territoriale : les modalités d'attribution de ces avantages doivent faire l'objet d'une délibération. Tous les salariés sont concernés au même titre par cette réglementation, qu'ils soient fonctionnaires titulaires, stagiaires ou non titulaires de droit public ou de droit privé (CAE, emplois d'avenir, apprentis...). Cependant, l'intégration des avantages en nature dans l'assiette des cotisations sera différente selon le statut de l'agent :

- Fonctionnaires affiliés à la CNRACL : les avantages en nature sont soumis uniquement à CSG et CRDS ainsi qu'aux cotisations salariales et patronales au titre du régime de retraite additionnelle de la fonction publique.

- Agents affiliés à l'IRCANTEC (fonctionnaires effectuant moins de 28 heures hebdomadaires et agents non titulaires de droit public et de droit privé) : les avantages en nature sont soumis aux mêmes cotisations salariales et patronales que le traitement principal et dans les mêmes conditions.

Pour tous les agents (CNRACL et IRCANTEC) les avantages en nature sont intégrés dans le revenu imposable dans les mêmes conditions que le traitement principal.

Il est proposé au Conseil municipal de définir les modalités de calcul des avantages en nature véhicules et nourriture pour le personnel de la commune comme suit :

## **I. LES VEHICULES**

### **I.1. Véhicules de fonction**

Conformément à l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la Fonction Publique Territoriale, un véhicule de fonction peut être attribué par nécessité absolue de service au Directeur Général des Services d'une commune de 10 000 à 20 000 habitants.

Ce véhicule de fonction peut être mis à disposition permanente et exclusive pour les nécessités de service ainsi que pour les déplacements privés.

### **I.2. Véhicules de service**

Est considéré comme véhicule de service tout véhicule mis à disposition des agents par un employeur pour des raisons de service.

Des agents peuvent être autorisés à utiliser un véhicule de service pour leurs trajets domicile-travail et à le remiser de manière régulière à leur domicile compte-tenu des conditions spécifiques d'exercice de leurs missions (missions itinérantes, déplacements fréquents sur terrain et interventions d'urgence).

L'usage privatif permanent du véhicule de service étant interdit, il n'y a pas lieu d'appliquer d'avantages en nature aux agents concernés.

### **I.3. Évaluation de l'avantage en nature véhicule**

En application de l'article 3 de l'arrêté du 10 décembre 2002, l'employeur a le choix entre deux modes d'évaluation de l'avantage en nature véhicule :

- Évaluation forfaitaire, réalisée sur la base d'un forfait annuel estimé en pourcentage du coût du véhicule. Les modalités de calcul du forfait sont différentes selon que le véhicule a été acheté par l'employeur ou qu'il est loué par celui-ci, que le véhicule est âgé ou non de plus de 5 ans, que le carburant est payé par l'employeur ou le salarié.

- Évaluation réelle, effectuée sur la base des dépenses réellement engagées. L'option est laissée à la seule diligence de l'employeur ; elle s'exerce salarié par salarié et pour l'année civile.

Il est proposé de retenir comme calcul de l'avantage en nature véhicule la réintégration dans l'assiette sociale d'un montant équivalent à :

- 40 % du coût global annuel (location, entretien, assurance, carburant, frais autoroutiers)
- Ou de 20 % du coût d'achat du véhicule et 10% si le véhicule a plus de 5 ans (entretien, assurance, carburant, frais autoroutiers).

## **II. LES REPAS**

### **II.1. Personnels concernés**

La fourniture aux agents de repas à titre gratuit est constitutive d'un avantage en nature nourriture.

- Toutefois, une dérogation existe pour le personnel en charge de la surveillance des enfants. Une tolérance ministérielle permet la fourniture de repas lorsqu'elle résulte d'obligations

professionnelles ou de la nécessité du service prévue conventionnellement ou contractuellement. Dans ce cas, la fourniture du repas n'est pas considérée comme un avantage en nature et n'a pas à être intégrée dans l'assiette des cotisations. La notion de nécessité de service s'apprécie au regard de la charge éducative, sociale ou psychologique liée à l'obligation professionnelle du personnel de prendre les repas avec le public considéré.

- Ainsi, les agents exerçant des missions de surveillance et d'animation auprès des enfants accueillis sur le restaurant scolaire municipal devant, par nécessité de service, prendre les repas avec eux, sont nourris gratuitement sans que cela constitue un avantage en nature.
- Par contre, les agents de restauration et d'entretien travaillant au sein du restaurant scolaire et assurant la production de préparations culinaires, la distribution et le service des repas aux enfants, la maintenance et l'hygiène des locaux et du matériel, ne sont pas visés par cette tolérance.
- Il est proposé de procéder au relevé des agents de restauration et d'entretien souhaitant bénéficier de la gratuité des repas et d'intégrer la valeur de l'avantage en nature sur leur bulletin de salaire.

## **II. 2. Valeur de l'avantage en nature nourriture**

La valeur minimum forfaitaire de l'avantage en nature nourriture est définie par l'arrêté du 10 décembre 2002. A titre d'information, au 1<sup>er</sup> janvier 2023, cette valeur forfaitaire est de 5,20 € par repas.

Considérant que la Commune peut mettre à disposition de son personnel communal des véhicules de fonction et de service de manière permanente, avec remisage à domicile et le cas échéant, autorisation d'utilisation à des fins privatives permanentes ;

Considérant que certains personnels prennent leur repas au restaurant scolaire ;

Considérant que ces mises à disposition peuvent représenter des avantages en nature ;

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/ De dire** que les véhicules de fonction mis à disposition feront l'objet d'un calcul selon les cas, soit :

- si location : 40% du coût global annuel (location, entretien, assurance, carburant, frais autoroutiers)
- si acquisition : 20% du coût d'achat du véhicule ou 10% si le véhicule a plus de 5 ans.

**2/ De fixer** comme suit la liste du personnel pouvant bénéficier de la gratuité des repas non considérée comme avantage en nature :

- agents exerçant des missions de surveillance et d'animation auprès des enfants accueillis au restaurant scolaire municipal et devant, par nécessité de service, prendre les repas avec eux.

**3/ D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,  
À l'unanimité**

**Décide :**

**1/ De dire** que les véhicules de fonction mis à disposition feront l'objet d'un calcul selon les cas, soit :

- si location : 40% du coût global annuel (location, entretien, assurance, carburant, frais autoroutiers)
- si acquisition : 20% du coût d'achat du véhicule ou 10% si le véhicule a plus de 5 ans.

**2/ De fixer** comme suit la liste du personnel pouvant bénéficier de la gratuité des repas non considérée comme avantage en nature :

- agents exerçant des missions de surveillance et d'animation auprès des enfants accueillis au restaurant scolaire municipal et devant, par nécessité de service, prendre les repas avec eux.

**3/ D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Pour le Maire empêché, le Premier adjoint,  
Jean-Paul PUJOL



Le secrétaire de séance,  
Michel MASUYER

